

# Le cache-misère des cours de citoyenneté

ARTHUR GHINS

*Doctorant et assistant en théorie politique à l'Université de Cambridge et membre du Groupe du Vendredi, plateforme politique pour jeunes d'horizons divers soutenue par la Fondation Rai Baudouin - www.groupe-duvendredi.be @Friday\_Group*

**S**igne des temps: un cours de citoyenneté a été mis à l'agenda de l'enseignement officiel de deux communautés linguistiques du pays. L'idée a fait son chemin dans un contexte où l'incivismisme et l'intégration sont devenus des préoccupations quasi quotidiennes, que l'on s'avoue plus ou moins selon sa couleur politique. Le discours officiel est toutefois de faire des jeunes des «citoyens», de développer leur esprit critique, de les encourager à s'engager dans la vie de la cité. On a beaucoup glosé sur la substitution d'un tel cours au cours de religion. Mais, au fond, quel type de citoyens entend-on former, et comment?

## Un vide vertigineux

Le cours de citoyenneté a été décrié comme un cours dénué de contenu avant son instauration – un «cours de rien». J'ai voulu me convaincre du contraire en allant aux sources. Mais force est de constater que le sujet glisse effectivement des mains. Les programmes de cours de citoyenneté disponibles sur le site de la Fédération Wallonie-Bruxelles enchainent les formules creuses: «discours et pièges du discours», «diversité des discours sur le monde», «sens et interprétation», «culture(s) et liberté(s)»... En parcourant les documents proposés, on se retrouve vite dans un univers Orwellien où les mots n'ont plus de sens, où l'on se convainc d'avoir raison à force de répéter des formules dans l'air du temps – un paradoxe pour un cours qui prétend apprendre aux élèves à penser par eux-mêmes. Croit-on vraiment que l'on va faire des citoyens à coup d'énoncés creux du type «think out of the box», lesquels sont devenus de tels lieux communs qu'on en fait des slogans publicitaires?

## L'illusion pédagogue

On comprend vite que dans de tels cours, la méthode est destinée à pallier le manque de contenu. Si on ne sait pas de quoi on va parler, à tout le moins apprendra-t-on à parler. Mais là aussi, il y a du souci à se faire. Il y a quelques mois, la secrétaire générale du Conseil de l'Enseignement des Communautés et des Provinces (CECP) déclarait: «Avec le cours de citoyenneté, le prof n'est plus

*celui qui enseigne une norme. Il devient un coach qui aide les élèves à construire une réflexion commune.»* Non pas qu'il ne faille jamais chercher à innover dans les manières d'enseigner. Mais dans ce cas précis, le type

de pédagogie proposé repose sur l'illusion qu'il suffit de mettre des adolescents autour de la table et de discuter d'un sujet vaguement défini pour que la lumière se fasse dans toutes les têtes. Cette approche procède en fait d'un cruel déni de réalité: comme si une réflexion commune se construisait ex nihilo, sans connaissances préalables, mettant progressivement tout le monde d'accord, au-delà des divergences d'opinions et à l'abri des dynamiques de groupe. Elle est par ailleurs profondément élitiste: il ne faut pas avoir beaucoup enseigné pour se rendre compte que ce type de démarche va bénéficier aux fortes têtes ou aux élèves plus avancés, qui bien vite prendront la main sur les élèves ayant plus de difficultés ou une moins forte personnalité.

## La fabrique du relativisme

Ce qui m'a le plus frappé à la lecture des programmes proposés, c'est à quel point le cours est destiné à diffuser l'idée que tout se vaut, qu'il n'y a pas de mieux ou de moins bien, mais seulement une diversité de points de vue qu'il faut respecter. Sous couvert de neutralité, c'est bien une pensée relativiste – qui est un vrai parti pris philosophique – que l'on distille. Et ce non sans tomber au passage dans de multiples contradictions: d'une part, on affirme qu'il n'y a pas de valeurs universelles, de l'autre on insiste sur le fait qu'il y a néanmoins certaines valeurs, comme la tolérance ou le respect, sur lesquelles on ne transigera pas.

Au-delà de l'incohérence philosophique,

si l'objectif est bien de faire des citoyens engagés, cette perspective me semble pour le moins problématique. La démocratie vit du choc des idées. Elle permet de gérer le conflit entre des visions opposées du monde. Pour s'engager en politique, il faut croire en quelque chose, adhérer à un corpus de valeurs, avoir envie de défendre un certain mode de vie. Or c'est précisément l'idée que tout se vaut qui finit par tarir la source de la participation citoyenne. Tolérer l'opinion des autres ne résume pas l'idée de citoyenneté qui est autrement plus exigeante. Tel qu'il est prévu, le cours de citoyenneté sape la participation politique à sa base. A quoi bon débattre si tous les points de vue sont équivalents? A quoi sert-il d'avoir des droits et de les connaître, si ce n'est pour défendre un certain idéal?

## Le vrai goût des idées

Cet idéal, il naît de l'apprentissage de l'histoire, qui est la politique appliquée. Il naît de l'émerveillement face à la culture, qui développe le goût du beau et du bon. Il se développe à la lecture d'auteurs belges et étrangers, qui éveillent à la complexité du monde. Ce sont ces matières, déjà enseignées mais dont on ne parle jamais assez, qui constituent les véritables semences de la citoyenneté. Ceux qui permettent de les faire germer sont ces professeurs marquants qui portent des convictions tout en permettant la critique et en respectant les personnes.

Il ne s'agit pas d'imposer un prêt-à-porter

intellectuel aux élèves, mais bien de leur donner le vrai goût des idées. Pour exercer son jugement individuel, il faut d'abord connaître des choses, afin d'avoir un contenu sur lequel pouvoir l'exercer. Pour se lancer dans le débat politique, il faut avoir une position. Le cours de citoyenneté tel qu'il existe actuellement n'apporte aucune de ces connaissances et ne donne pas, de surcroît, l'envie de s'engager pour des valeurs assumées. Il ne constitue qu'une diversion à l'heure où la transmission est devenue un gros mot et où l'on est davantage préoccupé de ménager ce qu'on appelle les sensibilités plurielles que de former les jeunes à la rigueur intellectuelle.

On ne passionnera personne avec un cours intitulé «sens et interprétation». Si l'enjeu est bien de faire des élèves des citoyens libres et responsables, il faut remplacer le cours de citoyenneté par une heure supplémentaire d'histoire, dans ses dimensions politique, artistique et religieuse. Si les politiques préfèrent garder l'appellation de «cours de citoyenneté», parce qu'à leurs yeux ne pas avancer c'est reculer, qu'ils gardent le nom. Mais de grâce, que l'on donne de quoi penser aux élèves. Il est urgent de leur fournir des clés d'appartenance afin qu'ils puissent ensuite suivre leur propre route. L'histoire et la culture enthousiasmeront davantage des jeunes en demande de pensées fortes et donneront lieu à des débats en classe autrement plus stimulants et intéressants qu'une table ronde sur le «vivre ensemble».

**Tolérer l'opinion des autres ne résume pas l'idée de citoyenneté, qui est autrement plus exigeante.**